

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE**

-----  
**La Commission**  
-----

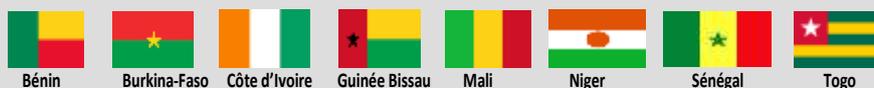
**Département des Politiques Economiques  
et de la Fiscalité Intérieure**



## **NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA**

**N°44**

2<sup>eme</sup> trimestre 2019



**Septembre 2019**

## Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques .....	ii
Sigles et abréviations .....	iii
Résumé .....	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale .....	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde .....	3
1.3. Cours des matières premières.....	4
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA .....	6
2.1. Activité économique régionale .....	6
2.2. Evolution de l'inflation .....	10
2.3. Secteur extérieur .....	12
2.4. Finances publiques.....	16
2.4.1. Recettes .....	16
2.4.2. Dépenses.....	18
2.4.3. Solde budgétaire.....	19
2.5. Situation monétaire.....	19
2.5.1 Masse monétaire .....	19
2.5.2 Actifs extérieurs nets .....	20
2.5.3 Créances sur les autres secteurs .....	20
2.5.4 Créances nettes sur l'administration centrale .....	21
2.6. Activités de la BRVM .....	21
2.7. Taux de change effectif réel.....	21
3. Principaux faits marquants.....	22
3.1. Environnement international .....	22
3.2. Pays de l'UEMOA .....	23
Conclusion.....	25

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b> : Cours des principales matières premières en dollars.....	5
<b>Tableau 2</b> : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2018/2019 .....	7
<b>Tableau 3</b> : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA ....	8
<b>Tableau 4</b> : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction .....	11
<b>Tableau 5</b> : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre .....	11
<b>Tableau 6</b> : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC .....	12
<b>Tableau 7</b> : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds) .....	13
<b>Tableau 8</b> : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds) .....	14
<b>Tableau 9</b> : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %) .....	15
<b>Tableau 10</b> : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds).....	15
<b>Tableau 11</b> : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres .....	17
<b>Tableau 12</b> : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres .....	20

## Liste des graphiques

<b>Graphique 1</b> : Croissance dans les principales régions du monde.....	3
<b>Graphique 2</b> : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril).....	4
<b>Graphique 3</b> : Taux de croissance économique dans l'UEMOA .....	6
<b>Graphique 4</b> : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union (en %) ....	16

## Sigles et abréviations

---

<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
<b>BRVM</b>	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
<b>CNPE</b>	: Comité National de Politique Economique
<b>FCFA</b>	: Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FED</b>	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IHPC</b>	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>IHPI</b>	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
<b>INS</b>	: Institut National de la Statistique
<b>LIBOR</b>	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>Nd</b>	: Non disponible
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>TOFE</b>	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>2T19</b>	: Deuxième trimestre 2019

## Résumé

Après une décélération enregistrée, en 2018, à la suite de deux (02) années consécutives d'accélération soutenue, la croissance économique mondiale ralentirait, une fois de plus, en 2019 pour se situer à 3,2% contre 3,6% et 3,8% respectivement en 2018 et 2017. Ce ralentissement s'explique par le faible dynamisme de l'activité économique observé dans la plupart des régions du monde au premier trimestre 2019, la recrudescence des mesures commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, les tensions géopolitiques dans le Golfe persique et le prolongement de l'incertitude sur le « Brexit ».

En 2019, l'inflation globale serait modérée dans les pays avancés avec un taux qui passe de 2,0% en 2018 à 1,6% en lien avec une baisse des cours des produits alimentaires de base. Concernant les pays émergents et en développement, l'inflation ressortirait à 4,8% en 2019 comme en 2018 en dépit de la hausse des cours du pétrole.

Pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne, en 2019, sa croissance économique s'accélérait en ressortant à 3,4% contre 3,0% en 2018 et 2,9% en 2017, portée par une amélioration progressive de l'économie des pays exportateurs de pétrole particulièrement le Nigéria.

En 2019, l'activité économique de l'Union continuerait à être dynamique avec un taux de croissance attendu à 6,7% contre 6,6% en 2018 et 2017. Elle se tiendrait dans un contexte de stabilité des prix en liaison avec les bonnes campagnes agricoles attendues dans la majorité des Etats membres.

Au cours du trimestre sous revue, la production industrielle a augmenté en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo tandis qu'elle a baissé en Guinée Bissau, au Sénégal et au Mali. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires du commerce a progressé en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Guinée Bissau. Dans le même temps, le chiffre d'affaires des services a progressé au Sénégal. Les créations d'entreprises ont, quant à elles, baissé au Bénin, en Guinée Bissau, au Niger et au Sénégal.

Les ventes des produits de l'Union à l'extérieur ont baissé de 207,6 Mds (-5,2%), au second trimestre 2019, par rapport au 1er trimestre de la même année. Cette baisse est imputable aux contreperformances du Burkina Faso (-22,5%), de la Côte d'Ivoire (-7,6%) et du Sénégal (-14%).

Les importations en valeur de l'Union ont baissé de 336,5 mds (-6,4%) au second trimestre 2019, par rapport au trimestre précédent, en lien avec le repli enregistré dans tous les Etats membres en dehors du Mali (+6,1%), du Sénégal (+6,6%) et du Togo (+19,3%). Le Burkina Faso a été le pays de l'Union qui a réduit le plus ses achats à l'extérieur en valeur (-184 mds) suivi de la Côte d'Ivoire (-155,2 mds) et du Bénin (-138,6 mds).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est amélioré au cours du trimestre sous revue. Dans le même temps, la masse monétaire, les actifs extérieurs nets et les créances sur les autres secteurs se sont affichés en hausse.

## Introduction

Dans le cadre du suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union, la Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale. Ladite note s'adresse aux décideurs régionaux, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

La présente note analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2019 et fait une brève projection sur le troisième trimestre 2019. Elle comporte trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour de juillet 2019 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données «The Pink Sheet » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de juin 2019. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision des Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

## 1. Conjoncture internationale

### 1.1. Activité économique mondiale

Après une décélération enregistrée, en 2018, à la suite de deux (02) années consécutives d'accélération soutenue, la croissance économique mondiale ralentirait, une fois de plus, en 2019 pour se situer à 3,2%, contre 3,6% et 3,8%, respectivement en 2018 et 2017. Ce ralentissement s'explique par le faible dynamisme de l'activité économique observé dans la plupart des régions du monde, au premier trimestre 2019, la recrudescence des mesures commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, les tensions géopolitiques dans le Golfe persique et le prolongement de l'incertitude sur le « Brexit ». Aux Etats-Unis, la croissance économique devrait décélérer pour se situer à 2,6%, en 2019, contre 2,9% en 2018. Cette décélération s'expliquerait par la faiblesse attendue au second semestre de l'année de la demande intérieure et des importations en partie à cause de l'effet de la hausse des droits de douane.

En Zone euro, la croissance de l'économie passerait de 1,9% en 2018 à 1,3% en 2019, en lien avec les décélération attendues en Allemagne (0,7% contre 1,4%), en France (1,3% contre 1,7%), en Italie(0,1% contre 0,9%) et en Espagne (2,3% contre 2,7%). Pour l'Allemagne, cette décélération, s'expliquerait par la faiblesse de la demande extérieure qui pèserait aussi sur l'investissement. Quant à la France, l'activité économique a été impactée par les manifestations sociales du premier trimestre mais

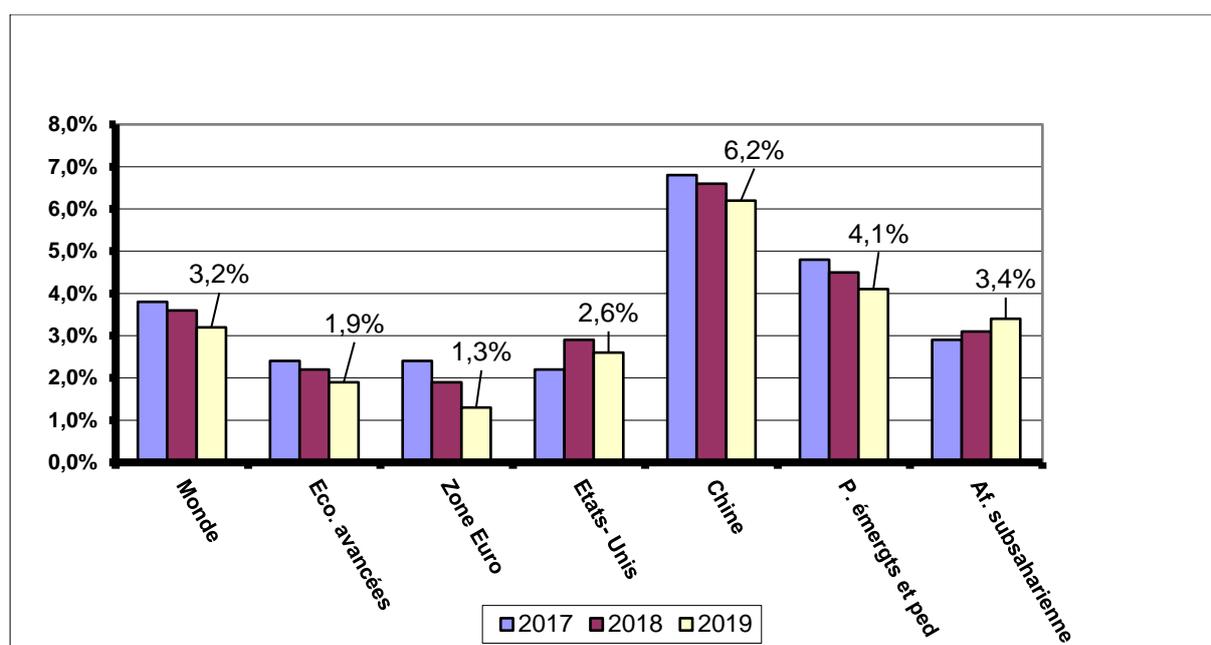
elle serait, au cours des autres trimestres de l'année, soutenue par les mesures budgétaires. En ce qui concerne l'Italie, 2019 serait marqué par des perspectives budgétaires incertaines qui entravent l'investissement et la demande intérieure.

Au Royaume Uni, l'incertitude sur le « Brexit » continue de peser sur la croissance qui s'établirait à 1,3% en 2019, après 1,4% en 2018.

En Chine, la croissance devrait encore ralentir pour ressortir à 6,2% en 2019 après 6,6% en 2018. La décélération attendue est liée aux effets négatifs de l'escalade des droits de douane avec les Etats Unis et l'affaiblissement de la demande extérieure qui ont accentué la pression sur une économie déjà plongée dans un ralentissement structurel et souffrant du durcissement de la réglementation mise en œuvre pour de freiner l'endettement.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2019, sa croissance économique serait de 3,4% contre 3,1% en 2018, portée par la croissance vigoureuse dans les pays exportateurs de pétrole, suite une amélioration des cours, particulièrement au Nigéria, qui compenserait partiellement les résultats médiocres des plus grandes économies de la région.

**Graphique 1:** Croissance dans les principales régions du monde



## 1.2. Inflation dans les principales régions du monde

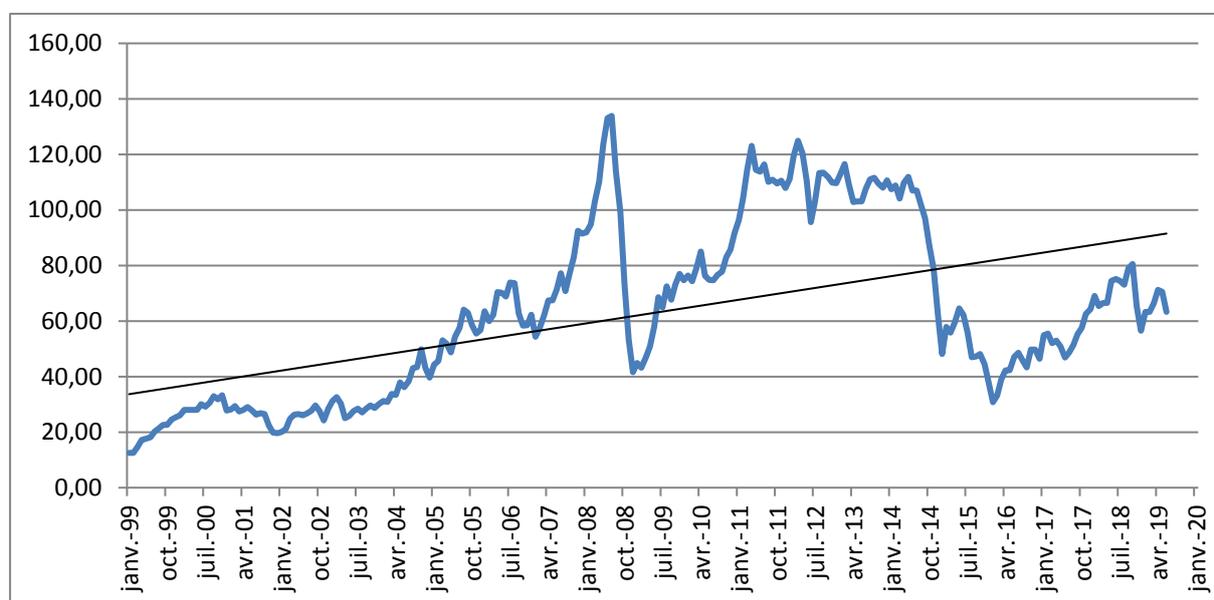
En 2019, l'inflation globale serait modérée dans les pays avancés avec un taux qui passerait à 1,6%, contre 2,0% en 2018, en lien avec une baisse des cours des produits alimentaires de base. Cette évolution des prix s'expliquerait par la faible croissance de la demande finale. Par ailleurs, l'inflation hors alimentation et énergie dans l'ensemble des pays avancés a fléchi, au premier semestre 2019, pour s'établir en deçà des objectifs fixés aux États-Unis ou est restée largement au-dessous des objectifs dans la Zone euro et au Japon.

Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation ressortirait à 4,8% en 2019, comme en 2018, en dépit de la hausse des cours du pétrole. Le maintien du taux serait lié, entre autres, à l'inflation hors alimentation et énergie qui est tombée, au premier semestre, en dessous des moyennes historiques dans bon nombre de pays émergents et même de pays en développement. En outre, la pression des coûts a été modérée, du fait de la croissance encore timide des salaires dans de nombreux pays, alors même que les marchés du travail ont continué de se tendre.

### 1.3. Cours des matières premières

Au deuxième trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont progressé de 7,9%. Cette hausse des cours du brut s'explique par la baisse de la production dans les pays membres de l'OPEP malgré le recul de la demande mondiale liée à l'atonie de l'activité économique dans les pays avancés. En glissement annuel, les cours ont baissé de 8,3%.

**Graphique 2** : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont progressé de 0,5% entre le deuxième trimestre 2019 et le premier trimestre de la même année. Cette légère hausse des cours de l'once d'or provient essentiellement de la baisse de valeur des actifs en dollars américains qui poussent les investisseurs à s'intéresser davantage au métal jaune. En glissement annuel, ces cours augmentent de 0,2%.

Les cours du cacao ont progressé de 4,9% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette hausse des cours s'explique surtout par une augmentation de la demande, en particulier celle en provenance des concasseurs et des confiseurs en Europe et en Asie. Par rapport au même trimestre de 2018, les cours du cacao sont en baisse de 8,6%.

Entre le deuxième trimestre de cette année et le trimestre précédent, les cours du café robusta ont baissé de 6,4%. Cette baisse des prix du café robusta s'explique principalement par la surabondance de l'offre, conjuguée à l'attitude des fermiers du Vietnam premier producteur mondial, qui préfèrent limiter leurs exportations. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent de 16,6%.

Quant aux cours du coton, ils ont baissé de 1,1%, comparativement au trimestre précédent et de 13,9% en glissement annuel. Cette légère baisse pourrait provenir des ventes à l'exportation solides des Etats-Unis et d'une forte production en Inde et en Grèce, malgré des importations en hausse en Thaïlande dont la moitié proviendrait des Etats-Unis.

**Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars**

Matières premières	Unité	2018	2019		Variations en %	
		T2	T1	T2	2T19/ 1T19	2T19/2 T18
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	74,5	63,3	68,3	7,9	-8,3
Cacao	c / kg	257,0	224,0	235,0	4,9	-8,6
Café arabica	c / kg	297,0	280,0	273,0	-2,5	-8,1
Café robusta	c / kg	193,0	172,0	161,0	-6,4	-16,6
Huile d'arachide	\$/tm	1 450,0	1 373,0	1 387,0	1,0	-4,3
Huile de palme	\$/tm	601,0	587,0	568,0	-3,2	-5,5
Huile de palmiste	\$/tm	947,0	655,0	584,0	-10,8	-38,3
Maïs	\$ / tm	173,3	167,5	175,9	5,0	1,5
Riz brisé 5%	\$ / tm	443,0	408,0	414,0	1,5	-6,5
Sorgho	\$ / tm	173,0	167,6	162,9	-2,8	-5,8
Blé	\$ / tm	215,7	212,6	206,7	-2,8	-4,2
Sucre	c/kg	27,0	28,0	28,0	0,0	3,7
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	652,3	623,9	615,9	-1,3	-5,6
Coton (A Index)	c/kg	209,0	182,0	180,0	-1,1	-13,9
Phosphate roche	\$/ tm	87,6	101,2	97,5	-3,7	11,3
Or non monétaire	\$/ toz	1 307,0	1 304,0	1 310,0	0,5	0,2

**Source** : PINKSHEET (Banque mondiale)

#### 1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois a été de 2,5% en 2018, contre 1,5% en 2017, au niveau du LIBOR. En 2019, ce taux pourrait être de 2,4%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois s'est situé à -0,3% comme en 2017. En 2019, ce taux pourrait se maintenir à -0,3%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait nul en 2018, comme en 2017. En 2019, ce taux devrait encore être stable.

Les taux demeurent bas en Zone euro et au Japon où les banques centrales n'ont pas encore mis fin à leur politique monétaire expansive.

Mais, le durcissement progressif des conditions financières dans la plupart des Etats entraine une hausse progressive des taux d'intérêt, particulièrement aux Etats-Unis où

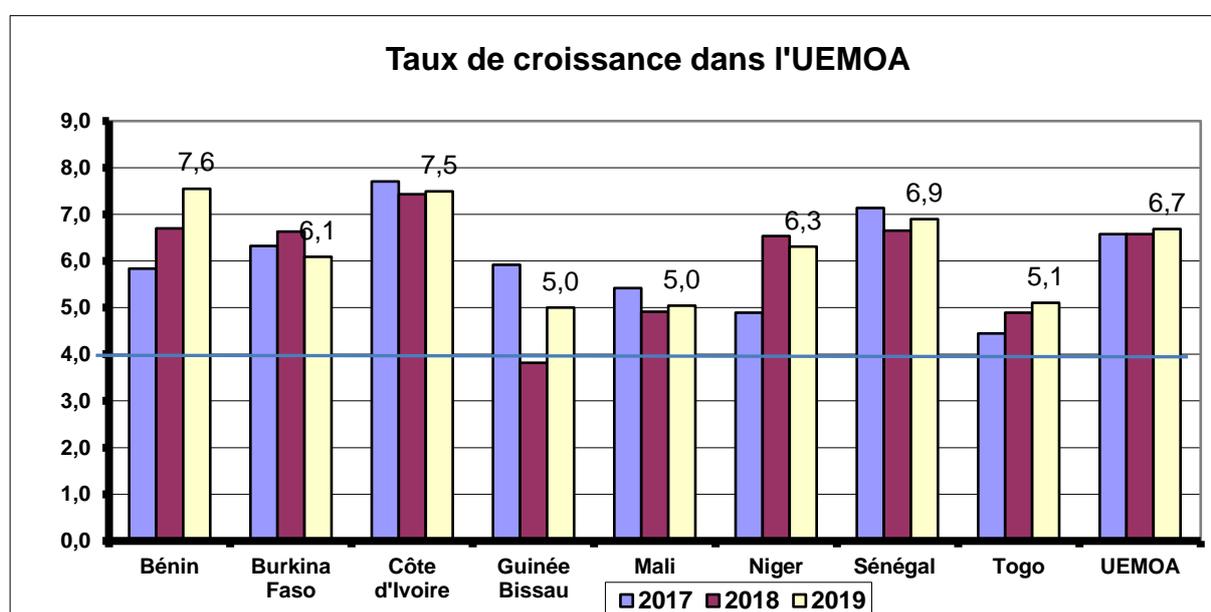
la Réserve Fédérale a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire. Toutefois, il faut noter que les taux d'intérêt demeurent à des niveaux relativement bas.

## 2. Conjoncture dans la zone UEMOA

### 2.1. Activité économique régionale

En 2019, l'activité économique de l'Union continuerait à être dynamique avec un taux de croissance attendu à 6,7% contre 6,6% en 2018 et 2017. Elle se tiendrait dans un contexte de stabilité des prix en liaison avec les bonnes campagnes agricoles attendues dans la majorité des Etats membres.

**Graphique 3** : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres devraient enregistrer une croissance supérieure ou égale à 5% en 2019. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (7,6%), Burkina Faso (6,1%), Côte d'Ivoire (7,5%), Guinée-Bissau (5,0%), Mali (5,0%), Niger (6,3%), Sénégal (6,9%) et Togo (5,1%).

Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs enregistrés au niveau de tous les secteurs.

### Activité agricole

La campagne agricole 2018/2019 a donné des résultats satisfaisants dans plusieurs Etats membres, notamment au Niger et au Sénégal. Les productions d'exportation y ont crû respectivement de 26,3% et 53,0%. Au Burkina Faso, au cours de la même période, la production de coton a baissé de 32,6%. Quant au Sénégal, la bonne performance des cultures d'exportation s'y explique surtout par une augmentation de 312,8% de la production de pastèque.

Dans ces deux (02) pays, les productions vivrières ont progressé de 27,3% et 12,4%, par rapport à la campagne précédente. Au Burkina Faso, ce bon résultat se justifie par une hausse de la production de mil de 43,6% et une augmentation de celle de sorgho blanc de 51,0%.

Au Sénégal, les bonnes performances des cultures vivrières proviennent principalement des hausses constatées pour les productions de sésame, de manioc et de niébé.

Toutefois, en ce qui concerne la production d'exportation, une contreperformance a été notée au Burkina (-13,2%) et au Mali (-9,9%). Cette baisse, qui concerne surtout la production de coton, s'explique surtout par la mauvaise répartition des pluies dans le temps.

**Tableau 2** : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2018/2019

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
<b>Bénin</b>	10.964.892	2,0	nd	nd
<b>Burkina Faso</b>	5.173.599	27,3	1.181.521	-13,2
<b>Côte d'Ivoire</b>	18.819.700	6,9	4.351.970	7,0
<b>Guinée Bissau</b>	430.358	7,2	147.735	13,6
<b>Mali</b>	10.159.539	9,2	656.548	-9,9
<b>Niger</b>	8.499.038	7,1	8.306.646	26,4
<b>Sénégal</b>	3.924.528	12,4	2.625.728	53,0
<b>Togo</b>	3.640.711	3,0	172.812	8,5
<b>UEMOA</b>	61.612.356	8,1	nd	nd

Source : INS des Etats membres

## Activité industrielle

En Côte d'Ivoire, au deuxième trimestre 2019 comparativement au trimestre précédent, l'IHPI<sup>1</sup> a progressé de 4,9%. Cette hausse provient surtout de la hausse de la production de la branche de fabrication de produits en caoutchouc de 41,1% et de la hausse de la production de la branche des autres activités extractives de 64,9%.

<sup>1</sup> A fin mai 2019

Il importe, toutefois, de souligner que, sur la même période, une baisse importante de la production principalement dans les branches suivantes : « fabrication de textiles » (-12,6%) et « fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux » (-31,6%). Comparativement à la même période de l'année précédente, l'IHPI a progressé de 13,2%.

En Guinée Bissau, l'indice de la production industrielle a baissé de 2,3% au deuxième trimestre 2019 comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt. Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution de la production de la branche « industrie manufacturière ». Il a été également observé une hausse de production surtout dans la branche : « fabrication de meubles » et dans celle de « fabrication d'ouvrages en métaux ». En glissement annuel, la production industrielle progresse de 9,3%.

**Tableau 3** : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	2T18	1T19	2T19	Var 2T19/1T19	Var 2T19/2T18
<b>Bénin</b>	131,6	159,0	nd	nd	nd
<b>Burkina Faso</b>	162,1	172,3	nd	nd	nd
<b>Côte d'Ivoire</b>	159,2	171,9	180,2	4,9%	13,3%
<b>Guinée Bissau<sup>2</sup></b>	132,0	147,6	144,2	-2,3%	9,3%
<b>Mali</b>	86,3	154,0	90,5	-41,2%	4,8%
<b>Niger</b>	95,4	91,8	114,1	24,3%	19,6%
<b>Sénégal</b>	125,3	135,4	129,7	-4,2%	-0,0%
<b>Togo</b>	89,9	91,1	92,1	1,1%	2,5%

**Source** : INS des Etats membres

Au Mali, au deuxième trimestre de l'année 2019, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a baissé de 41,2%. Cette diminution s'explique surtout par celle de la production des branches « égrenage de coton », et « fabrication de textiles ». En glissement annuel, l'indice progresse de 4,8%.

Au Niger, la production industrielle, mesurée par l'IHPI, a progressé de 24,3% au cours de la période sous revue. Cette performance est principalement la résultante des hausses de la production dans les branches « production et distribution d'électricité »

<sup>2</sup> IPI de la BCEAO

(+57,1%), « fabrication de machines et de matériels électriques » (+50,3%) et de celle de branche « édition, imprimerie et production d'enregistrements » (+39,1%). Au cours de la même période, des baisses de production ont été observées, principalement dans la branche « métallurgie et fonderie » (-61,3%). En glissement annuel, la production industrielle progresse de 19,6%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a baissé de 4,2%. Ce résultat se justifie par la diminution de la production dans les branches « industries chimiques » (-9,5%) et « industries mécaniques » (-8,4%). Comparativement à la même période de l'année 2018, la production industrielle a baissé de 0,04%.

Au deuxième trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent, la production industrielle a progressé de 1,1% au Togo. Cette hausse est en grande partie imputable aux fortes augmentations de production enregistrées dans les branches « production et distribution d'électricité et de gaz », « fabrication d'ouvrages en métaux, travail du métal » et « fabrication de textiles ». Toutefois, sur la même période, des baisses significatives sont à relever, notamment dans les branches : « égrenage de coton ». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice progresse de 2,5%.

### Activité dans le commerce et les services<sup>3</sup>

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail<sup>4</sup> a progressé de 6,0%, au deuxième trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent. Cette performance s'explique notamment par les augmentations observées aux niveaux des « autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs », et des « articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires ». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice augmente de 7,9%.

En Guinée Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail<sup>5</sup> a progressé de 0,2%. Cette hausse se justifie surtout par les augmentations notées aux niveaux des « produits de l'alimentation », « des équipements de la personne » et des « automobiles, motocycles et pièces détachées ». En glissement annuel, l'indice baisse de 11,0%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a progressé de 3,2% au deuxième trimestre 2019, comparativement au premier trimestre de la même année. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation du chiffre d'affaires du commerce de gros et du commerce de détail. En glissement annuel, l'indice a progressé de 10,9%, en raison surtout du « commerce de gros ».

Au deuxième trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 1,9%. Cette augmentation

---

<sup>3</sup> Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

<sup>4</sup> Produit par la BCEAO.

<sup>5</sup> Produit par la BCEAO

provient, essentiellement, d'une hausse au niveau des activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives. En glissement annuel, cet indice a augmenté de 4,6%.

## **Créations d'entreprises**

Au deuxième trimestre 2019, 6591 entreprises ont été enregistrées, contre 7408 au trimestre précédent, au Bénin, soit une baisse de 11,0%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées progresse de 1,7%.

En Guinée Bissau, 66 entreprises ont été enregistrées au deuxième trimestre 2019 contre 69 au trimestre précédent, soit une baisse de 4,3%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 43,5%.

Au Niger, 1177 entreprises ont été enregistrées au deuxième trimestre 2019 contre 1477 au trimestre précédent, soit une baisse de 20,3%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 21,1%.

Au deuxième trimestre de l'année 2019, 13074 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 13617, au cours du trimestre précédent, soit une baisse de 4,0%. Au nombre de celles-ci, on compte 99,2% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une stagnation.

## **2.2. Evolution de l'inflation**

Au cours du deuxième trimestre 2019, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est affiché à la baisse, aussi bien en variation trimestrielle que par rapport au deuxième trimestre de l'année 2018. En effet, par rapport au premier trimestre de l'année en cours, l'indice général des prix est ressorti en baisse de 1,3%, tandis qu'il s'est inscrit en baisse de 2,4%, en glissement annuel.

Concernant l'évolution des prix en variation trimestrielle, elle s'explique par les baisses enregistrées au niveau des indices de la plupart des composantes de l'IHPC, notamment ceux relatifs aux fonctions « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-5,7%), « Transport » (-2,8%), « Restaurant et hôtel » (-1,6%) et « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-6,3%). Sur cette période, les rares hausses de prix observées l'ont été au niveau des composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+0,5%), « Articles d'habillement et chaussures » (+2,0%), « Communication » (+1,2%), « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » (+0,4%) et « Biens et services divers » (+0,8%).

**Tableau 4** : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2018			2019		Variations (%)	
		Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	2T19/ 1T19	2T19/ 2T18
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	106,4	106,8	105,5	102,9	103,4	0,5	-2,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	105,7	109,1	110,3	109,3	102,5	-6,3	-3,0
Articles d'habillement et chaussures	703,2	102,7	104,0	104,1	102,8	104,8	2,0	2,1
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	102,4	103,3	103,9	103,6	97,7	-5,7	-4,6
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	103,0	104,4	104,6	104,2	104,6	0,4	1,6
Santé	423,2	102,6	105,3	107,5	106,3	101,7	-4,3	-0,9
Transport	891,8	99,1	99,3	99,9	99,8	96,9	-2,8	-2,2
Communication	486,5	100,4	98,1	98,1	95,7	96,9	1,2	-3,5
Loisir et culture	253,7	102,5	101,6	105,1	107,0	100,4	-6,2	-2,1
Enseignement	231,2	102,5	102,8	103,4	103,4	100,5	-2,7	-2,0
Restaurant et hôtel	638,8	104,1	104,3	104,4	103,0	101,4	-1,6	-2,6
Biens et services divers	444,2	103,5	103,5	104,7	105,1	105,9	0,8	2,3
<b>Total</b>	<b>10000,0</b>	<b>104,0</b>	<b>104,4</b>	<b>104,3</b>	<b>102,8</b>	<b>101,5</b>	<b>-1,3</b>	<b>-2,4</b>

**Source** : Commission de l'UEMOA

En glissement annuel, la diminution des prix constatée s'explique par les replis constatés au niveau des sous-indices associés à la plupart des composantes de l'IHPC, notamment les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-2,8%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-4,6%) ou encore « Transport » (-2,2%) et « Restaurant et hôtel » (-2,6%). Les hausses de prix, qui ont partiellement compensé ces baisses, concernent les fonctions « Articles d'habillement et chaussures » (+2,1%), « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » (+1,6%) et « Biens et services divers » (+2,3%).

**Tableau 5** : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2018			2019		Variations (%)	
		Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	2T19/ 1T19	2T19/ 2T18
BENIN	807,3	106,4	106,8	105,5	102,9	103,4	0,5	-2,8
BURKINA	849,0	105,7	109,1	110,3	109,3	102,5	-6,3	-3,0
COTE D'IVOIRE	3 796,9	102,7	104,0	104,1	102,8	104,8	2,0	2,1
GUINEE-BISSAU	216,6	102,4	103,3	103,9	103,6	97,7	-5,7	-4,6
MALI	740,0	103,0	104,4	104,6	104,2	104,6	0,4	1,6
NIGER	602,8	102,6	105,3	107,5	106,3	101,7	-4,3	-0,9
SENEGAL	1 958,6	99,1	99,3	99,9	99,8	96,9	-2,8	-2,2
TOGO	1 028,9	100,4	98,1	98,1	95,7	96,9	1,2	-3,5
<b>UEMOA</b>	<b>10 000,0</b>	<b>104,0</b>	<b>104,4</b>	<b>104,3</b>	<b>102,8</b>	<b>101,5</b>	<b>-1,3</b>	<b>-2,4</b>

**Source** : Commission de l'UEMOA

L'analyse de la dynamique de l'IHPC, sous le prisme des évolutions constatées dans les Etats membres permet de constater que la baisse enregistrée au niveau de l'Union,

en variation trimestrielle (-1,3%), est largement le résultat de variations mitigées des prix à travers les Etats membres de l'Union. En effet, si l'IHPC s'est respectivement affiché à la hausse au Bénin (+0,5%), en Côte d'Ivoire (+2,0%), au Mali (+0,4%) et au Togo (+1,2%), il s'est, en revanche, inscrit en baisse au Burkina Faso (-6,3%), en Guinée-Bissau (-5,7%), au Niger (-4,3%) et au Sénégal (-2,8%).

En glissement annuel, des baisses de prix ont été enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment au Sénégal (-2,2%) et au Togo (-3,5%), tandis que seuls les indices généraux des prix de la Côte d'Ivoire (+2,1%) et du Mali (+1,6%) se sont affichés à la hausse, par rapport au deuxième trimestre 2018.

**Tableau 6** : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	1,0	1,2	1,8	-0,6	2,3	1,2	-0,5	2,9	1,3
Indice Energie	0,9	0,4	0,8	-2,9	1,0	-0,2	1,9	-0,7	0,5
<b>Taux d'inflation sous-jacente</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
produits locaux	-0,5	0,3	0,4	-0,8	0,7	0,5	0,3	0,9	0,4
produits importés	0,3	0,1	0,6	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,2
produits du secteur primaire	2,8	0,7	0,9	-1,4	1,4	1,0	0,1	3,1	0,9
produits du secteur secondaire	-0,9	0,1	0,1	0,0	0,1	-0,4	0,2	0,3	0,0
produits du secteur tertiaire	-0,2	0,0	0,4	-1,6	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,1
Biens non durables	0,0	-0,2	0,1	-0,2	0,6	0,5	0,2	1,1	0,3
Biens semi durables	-0,2	0,0	1,7	-0,8	0,7	0,2	-0,1	0,3	0,6
Biens durables	-1,4	0,0	0,0	0,8	0,4	0,0	0,5	-0,2	0,0

**Source** : Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, les prix des produits frais ont évolué à la hausse (+1,3%) par rapport au premier trimestre de l'année 2019, tandis qu'en ce qui concerne les prix des produits énergétiques, l'IHPC y relatif a connu une légère progression de 0,5% sur la même période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors produits frais et hors énergie, est ressortie nulle au cours du deuxième trimestre 2019.

Enfin, sur la base des réalisations de l'IHPC pour les six (06) premiers mois de l'année 2019, le taux d'inflation annuel moyen a été prévu à -0,5% à la fin de l'année 2019.

## 2.3. Secteur extérieur

### *Exportations*

Les ventes des produits de l'Union à l'extérieur ont baissé de 207,6 Mds (-5,2%), au deuxième trimestre 2019, par rapport au 1er trimestre de la même année. Cette baisse est imputable aux contreperformances du Burkina Faso (-22,5%), de la Côte d'Ivoire (-7,6%) et du Sénégal (-14%). Pour ce qui est des Etats membres qui ont enregistré une hausse de leurs exportations, il faut relever que le deuxième trimestre 2019 a été une période de forte exportation pour la Guinée Bissau et le Togo est le seul pays qui a enregistré une augmentation de ses ventes sur trois (03) trimestres consécutifs.

Quant au Niger, ses exportations ont été marquées par une hausse importante des produits miniers particulièrement l'uranium (+32,8 mds) et des hydrocarbures (+5,7 mds).

En ce qui concerne le repli, des exportations du Sénégal, estimé à 77,8 mds, l'examen des statistiques par groupes d'utilisation de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) relève que sur les neuf (09) groupes de produits exportés six (06) ont enregistré des baisses. Il s'agit notamment des groupes « Autres demi-produits » (-41,8 mds), « Energie et lubrifiants » (-23,7 mds), « Matières premières animales et végétales » (-10,4 mds), Or industriel» (-16,1 mds), « Produits finis destinés à la consommation» (-3,6 mds) et « Matières premières minérales» (-0,5 mds). Les ventes des catégories « Alimentation, boissons et tabacs » et « Produits destinés à l'industrie » ont, en revanche, enregistré des hausses respectives de 16,5 mds et 1,7 mds, alors que les exportations des « Produits finis destinés à l'agriculture» ont été quasi stables. Les principaux pays de l'Union qui reçoivent les plus les produits provenant du Sénégal, au 2ème trimestre 2019, sont le Mali et la Côte d'Ivoire avec des parts respectives de 48,5% et 29,4% des exportations totales du pays à destination de l'Union.

**Tableau 7** : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19
<b>Bénin</b>	99,0	174,1	75,6	81,0	147,5	164,4	121,0	93,6	150,5	184,3
<b>Burkina Faso</b>	457,0	445,7	310,0	461,5	602,0	438,1	315,1	442,6	544,0	421,6
<b>Côte d'Ivoire</b>	2 365,0	2 101,9	1 238,7	1 596,7	2 015,6	1 580,4	1 130,3	1 819,2	2 080,4	1 921,6
<b>Guinée Bissau</b>	0,0	75,4	35,8	2,9	5,7	47,7	69,3	18,9	1,4	64,4
<b>Mali</b>	469,1	422,1	397,6	448,9	553,3	532,3	510,0	420,0	442,1	465,5
<b>Niger</b>	83,3	88,3	95,3	108,2	62,0	97,6	117,6	141,4	91,0	115,8
<b>Sénégal</b>	436,0	402,7	324,0	323,6	384,2	432,7	396,3	456,7	555,3	477,5
<b>Togo</b>	121,4	122,4	90,4	103,2	108,0	113,7	67,2	106,8	115,6	121,9
<b>UEMOA</b>	<b>4 030,8</b>	<b>3 832,6</b>	<b>2 567,4</b>	<b>3 126,0</b>	<b>3 878,4</b>	<b>3 406,9</b>	<b>2 726,9</b>	<b>3 499,3</b>	<b>3 980,2</b>	<b>3 772,6</b>

Source : INS des Etats

En glissement annuel, la valeur des exportations de l'Union est en hausse de 10,7% (+365,7 mds) en lien avec les augmentations enregistrées dans tous les Etats à l'exception du Mali (-12,6%) et du Burkina Faso (-3,8%). La plus forte hausse a été observée en Guinée Bissau (+34,9%), suivie de celles enregistrées en Côte d'Ivoire (+21,6%) et au Niger (+18,7%).

Globalement, sur les deux (02) premiers trimestres de l'année 2019, l'évolution des exportations de l'Union est bien orientée, en dépit de la conjoncture internationale marquée par la recrudescence des mesures de protectionnisme commerciale, comparativement à la même période de l'année 2018, avec une hausse de 6,4% (+467,5 mds). Ainsi, si la tendance se maintient, le niveau des exportations de l'Union en 2019 devrait être meilleur que celui de 2018.

## Importations

Les importations en valeurs de l'Union ont baissé de 336,5 mds (-6,4%) au second trimestre 2019, par rapport au trimestre précédent de l'année, en lien avec le repli enregistrées dans tous les Etats membres en dehors du Mali (+6,1%), du Sénégal (+6,6%) et du Togo (+19,3%). Le Burkina Faso a été le pays de l'Union qui a le plus réduit ses achats à l'extérieur en valeur (-184 mds) suivi de la Côte d'Ivoire (-155,2 mds) et du Bénin (-138,6 mds). En revanche, pour les Etats qui ont augmenté leurs importations, le Sénégal a été le plus grand acheteur en valeur de produits étrangers (+52,5 mds). L'examen des statistiques par groupes d'utilisation de l'ANSD montre que les hausses, par ordre décroissant de valeur, ont porté sur les rubriques « Energie et lubrifiants » (+45,1 mds), « Autres demi-produits » (+25,7 mds), « Alimentation-Boissons-Tabacs » (+5 mds), « Matières premières animales et végétales » (+0,9 mds). Ces hausses ont été atténuées par les baisses des « Produits finis destinés à l'industrie » (-16 mds), « Produits finis destinés à la consommation » (-7,2 mds), «Matières premières minérales » (-3,7 mds) et «Or industriel» (-0,2 mds).

En glissement annuel, les importations de l'Union enregistrent une progression de 2,5% (+119,3 mds) résultant de leur regain au Togo (+41,2%), au Burkina Faso (+13,3%), au Sénégal (+6,6%) et au Mali (+4,3%).

En somme, pour le premier semestre 2019, les importations de l'Union sont en hausse par rapport à la même période de l'année précédente (+674,9 mds soit 7,2%). Cette évolution, au regard de la progression des exportations, augure une probable amélioration du solde commercial pour l'année 2019.

**Tableau 8** : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19
<b>Bénin</b>	356,25	360,48	498,88	483,63	447,76	434,62	410,91	433,59	487,89	349,28
<b>Burkina Faso</b>	492,46	540,33	575,86	596,38	543,80	559,10	580,50	665,00	817,38	633,43
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 263,39	1 622,69	1 326,94	1 380,34	1 407,23	1 481,38	1 640,75	1 570,40	1 597,70	1 442,46
<b>Guinée Bissau</b>	23,14	33,13	29,98	31,60	27,87	36,57	25,87	32,35	33,47	31,86
<b>Mali</b>	656,27	414,91	710,94	501,13	695,54	680,40	614,71	535,30	668,60	709,50
<b>Niger</b>	203,27	248,58	253,19	287,00	350,00	393,83	367,73	324,00	385,44	383,99
<b>Sénégal</b>	805,50	908,77	881,25	940,98	942,60	955,30	971,06	1 047,30	965,45	1 017,99
<b>Togo</b>	220,58	224,55	232,16	261,60	250,00	223,39	241,71	258,26	264,46	315,40
<b>UEMOA</b>	4 020,86	4 353,45	4 509,20	4 482,65	4 664,81	4 764,59	4 853,23	4 866,20	5 220,40	4 883,92

**Source** : INS des Etats

## Taux de couverture

La couverture des importations par les exportations de l'Union s'est améliorée, au cours des (03) trimestres consécutifs. En effet, après avoir augmenté de 4,3 points de pourcentage au 1er trimestre 2019, le taux de couverture a gagné 1 point de

pourcentage au 2ème trimestre 2019 soutenu par le repli plus important des importations que par rapport à celui des exportations.

L'examen par pays relève une amélioration du taux de couverture dans la moitié des Etats de l'Union. La Côte d'Ivoire est le pays pour lequel la progression du taux de couverture est la plus régulière depuis la fin de l'année de 2018 et le taux se stabilise pour le Burkina Faso.

En glissement annuel, le taux de couverture s'est amélioré de 5,7 points de pourcentage.

**Tableau 9** : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19
<b>Bénin</b>	27,8	48,3	15,2	16,7	33,0	37,8	29,5	21,6	30,9	52,8
<b>Burkina Faso</b>	92,8	82,5	53,8	77,4	110,7	78,4	54,3	66,6	66,6	66,6
<b>Côte d'Ivoire</b>	187,2	129,5	93,4	115,7	143,2	106,7	68,9	115,8	130,2	133,2
<b>Guinée Bissau</b>	0,0	227,5	119,4	9,3	20,5	130,5	268,0	58,4	4,2	202,1
<b>Mali</b>	71,5	101,7	55,9	89,6	79,6	78,2	83,0	78,5	66,1	65,6
<b>Niger</b>	41,0	35,5	37,6	37,7	17,7	24,8	32,0	43,6	23,6	30,2
<b>Sénégal</b>	54,1	44,3	36,8	34,4	40,8	45,3	40,8	43,6	57,5	46,9
<b>Togo</b>	55,0	54,5	38,9	39,5	43,2	50,9	27,8	41,3	43,7	38,7
<b>UEMOA</b>	<b>100,2</b>	<b>88,0</b>	<b>56,9</b>	<b>69,7</b>	<b>83,1</b>	<b>71,5</b>	<b>56,2</b>	<b>71,9</b>	<b>76,2</b>	<b>77,2</b>

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

### **Solde commercial**

Le déficit commercial de l'Union s'est résorbé de 128,8 mds au 2ème trimestre 2019 comparativement au 1er trimestre 2019. Cette situation résulte de la baisse plus importante des importations (-6,4%) que par rapport à celle des exportations (-5,2%).

**Tableau 10** : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds FCFA)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19
<b>Bénin</b>	-257,3	-186,3	-423,3	-402,6	-300,2	-270,3	-289,9	-339,9	-337,4	-165,0
<b>Burkina Faso</b>	-35,5	-94,6	-265,9	-134,9	58,2	-121,0	-265,4	-222,4	-273,4	-211,8
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 101,6	479,2	-88,2	216,3	608,4	99,1	-510,4	248,8	482,7	479,2
<b>Guinée Bissau</b>	-23,1	42,2	5,8	-28,7	-22,1	11,1	43,4	-13,4	-32,1	32,5
<b>Mali</b>	-187,1	7,2	-313,4	-52,3	-142,2	-148,1	-104,7	-115,3	-226,5	-244,0
<b>Niger</b>	-119,9	-160,3	-157,9	-178,8	-288,0	-296,2	-250,2	-182,6	-294,5	-268,2
<b>Sénégal</b>	-369,5	-506,1	-557,2	-617,3	-558,4	-522,6	-574,8	-590,6	-410,1	-540,5
<b>Togo</b>	-99,2	-102,2	-141,8	-158,4	-142,0	-109,7	-174,5	-151,5	-148,9	-193,5
<b>UEMOA</b>	<b>9,9</b>	<b>-520,9</b>	<b>-1 941,8</b>	<b>-1 356,7</b>	<b>-786,4</b>	<b>-1 357,7</b>	<b>-2 126,3</b>	<b>-1 366,9</b>	<b>-1 240,2</b>	<b>-1 111,3</b>

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

La situation par Etat membre est tout de même mitigée, avec des détériorations relevées pour le Sénégal (-130,4 mds), le Togo (-44,6 mds), le Mali (-17,5 mds) et la Côte d'Ivoire (-3,5 mds). Les résorptions du déficit ont, en revanche, été observées au

Bénin (+172,4 mds), en Guinée Bissau (+64,6 mds), au Burkina Faso (+61,5 mds) et au Niger (+26,3 mds).

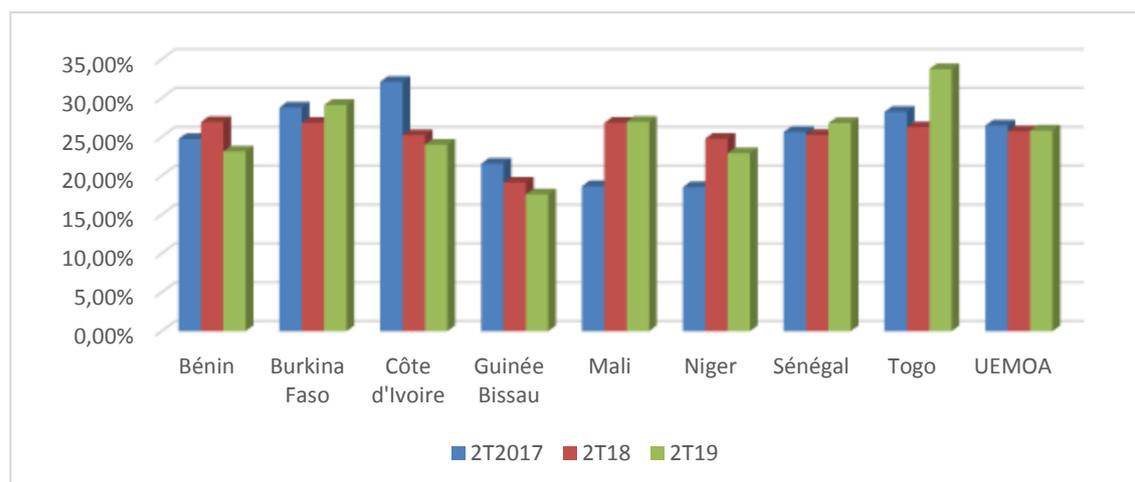
En glissement annuel, le solde commercial du 2ème trimestre 2019 affiche une amélioration de 246,4 mds.

### **Compétitivité extérieure**

Le deuxième trimestre 2019 est caractérisé par une baisse du taux de pénétration de l'Union comparativement au trimestre précédent. En effet, il se replie de 1,6 point pour s'établir à 25,81% en lien avec les baisses enregistrées au Burkina Faso (-7,4 points), au Bénin (-5,9 point) et en Côte d'Ivoire (-2,6 points).

Comparativement au même trimestre de 2018, le taux de pénétration de l'Union s'améliore légèrement de 0,1 point au 2ème trimestre 2019. Le faible niveau de ce taux doit continuer à interpeller les autorités des Etats membres de l'Union sur la nécessité de poursuivre les efforts, voire d'accélérer les mesures de politiques économiques visant à diversifier leurs bases productives pour mieux s'insérer dans le commerce mondial et moins subir les effets des chocs externes.

**Graphique 4** : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union (en %)



**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

## **2.4. Finances publiques**

### **2.4.1. Recettes**

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2019, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 4293,5 mds, contre 3824,1 mds au deuxième trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond à une hausse de 469,4 mds en termes absolus et à une progression relative de 12,3% en glissement annuel.

**Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres**

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
<b>Recettes Totales</b>	<b>272,5</b>	<b>929,8</b>	<b>1427,0</b>	<b>27,7</b>	<b>494,9</b>	<b>232,5</b>	<b>740,2</b>	<b>168,8</b>
	<i>265,6</i>	<i>733,2</i>	<i>1331,0</i>	<i>28,9</i>	<i>389,8</i>	<i>245,6</i>	<i>651,3</i>	<i>178,7</i>
	2,6%	26,8%	7,2%	-3,8%	26,9%	-5,3%	13,7%	-5,6%
<b>Recettes Fiscales</b>	<b>226,2</b>	<b>720,3</b>	<b>1193,7</b>	<b>25,2</b>	<b>385,4</b>	<b>216,0</b>	<b>632,3</b>	<b>148,3</b>
	<i>194,6</i>	<i>650,9</i>	<i>1014,3</i>	<i>21,9</i>	<i>327,7</i>	<i>220,9</i>	<i>568,1</i>	<i>145,7</i>
	16,3%	10,7%	17,7%	14,7%	17,6%	-2,2%	11,3%	1,8%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>46,3</b>	<b>209,5</b>	<b>175,8</b>	<b>2,6</b>	<b>12,9</b>	<b>3,7</b>	<b>48,0</b>	<b>20,5</b>
	<i>71,0</i>	<i>82,4</i>	<i>163,9</i>	<i>6,9</i>	<i>16,3</i>	<i>24,5</i>	<i>33,8</i>	<i>32,4</i>
	-34,8%	154,4%	7,2%	-62,7%	-20,9%	-84,9%	42,1%	-36,9%
<b>Dépenses Totales</b>	<b>276,2</b>	<b>1064,0</b>	<b>1773,8</b>	<b>27,7</b>	<b>650,5</b>	<b>358,5</b>	<b>724,1</b>	<b>154,3</b>
	<i>310,0</i>	<i>901,7</i>	<i>1536,1</i>	<i>24,4</i>	<i>402,8</i>	<i>372,8</i>	<i>801,8</i>	<i>159,7</i>
	-10,9%	18,0%	15,5%	13,7%	61,5%	-3,8%	-9,7%	-3,4%
<b>Dépenses Courantes</b>	<b>227,0</b>	<b>784,7</b>	<b>1351,4</b>	<b>27,7</b>	<b>517,2</b>	<b>176,3</b>	<b>454,6</b>	<b>118,7</b>
	<i>175,5</i>	<i>660,5</i>	<i>1134,6</i>	<i>23,5</i>	<i>272,7</i>	<i>150,3</i>	<i>444,7</i>	<i>126,4</i>
	29,3%	18,8%	19,1%	17,7%	89,6%	17,3%	2,2%	-6,1%
<b>Dépenses en Capital</b>	<b>49,2</b>	<b>279,3</b>	<b>422,4</b>	<b>0,04</b>	<b>133,4</b>	<b>182,2</b>	<b>269,5</b>	<b>35,6</b>
	<i>134,5</i>	<i>241,2</i>	<i>401,5</i>	<i>0,9</i>	<i>130,1</i>	<i>222,5</i>	<i>357,1</i>	<i>33,3</i>
	-63,5%	15,8%	5,2%	-95,2%	2,5%	-18,1%	-24,5%	7,0%
<b>Solde Global</b>	<b>-33,4</b>	<b>-73,7</b>	<b>-192,3</b>	<b>2,8</b>	<b>-155,7</b>	<b>-126,1</b>	<b>-469,1</b>	<b>55,1</b>
	<i>-129,1</i>	<i>-92,6</i>	<i>-205,1</i>	<i>7,6</i>	<i>-13,0</i>	<i>-126,0</i>	<i>-485,2</i>	<i>52,3</i>
	-74,1%	-20,4%	-6,2%	-62,9%	1099,6%	0,1%	-3,3%	5,3%

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du deuxième trimestre 2019, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2018. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

**Source** : CNPE/Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, il ressort des données conjoncturelles du deuxième trimestre 2019 que la hausse des recettes constatée en glissement annuel s'explique par les progressions observées dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment au Burkina Faso (+196,6 mds, soit +26,8%), au Mali (+105 mds, soit +26,9%), en Côte d'Ivoire (+96,0 mds, soit +7,2%) et au Sénégal (+89,0 mds, soit +13,7%). Sur la même période, les recettes totales ont, en revanche, évolué à la baisse au Niger (-13,1 mds, soit -5,3%), au Togo (-9,9 mds, soit -5,6%) et en Guinée-Bissau (-1,1 mds, soit -3,8%).

Concernant les principales composantes de recettes, les données du deuxième trimestre 2019 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union résulte principalement de celle des recettes fiscales qui ont augmenté de 403,5 mds (soit +12,8%), par rapport au deuxième trimestre 2018. Cette évolution des recettes fiscales résulte de la hausse desdites recettes dans tous les Etats membres de l'Union, à l'exception notable du Niger où une baisse de 4,9 mds (-2,2%) a été constatée sur la période. Les hausses les plus importantes ont notamment été observées en Côte

d'Ivoire (+179,5 mds, soit +17,7%), au Burkina Faso (+69,5 mds, soit +10,7%), au Sénégal (+64,2 mds, soit +11,3%) et au Mali (+57,7 mds, soit +17,6%). S'agissant des recettes non fiscales, elles sont ressorties en hausse de 88 mds (+20,4%) en glissement annuel. Cette augmentation a été portée par la progression de 127,1 mds (+154,4%) des recettes non fiscales du Burkina Faso et, accessoirement, par les hausses constatées au Sénégal (+14,2 mds, soit +42,1%) et en Côte d'Ivoire (+11,9 mds, soit +7,2%). Les recettes non fiscales se sont affichées en baisse dans tous les autres Etats membres de l'Union, notamment au Bénin (-24,7 mds, soit -34,8%), au Niger (-20,8 mds, soit -84,9%) et au Togo (-12,0 mds, soit -36,9%).

#### **2.4.2. Dépenses**

Au deuxième trimestre 2019, les dépenses publiques totales de l'Union se sont inscrites en hausse de 520,0 mds, soit une augmentation relative de 11,5%, par rapport au deuxième trimestre 2018. Cette dynamique des dépenses publiques au niveau régional a été largement impulsée par les hausses relativement importantes, respectivement relevées au Mali (+247,7 mds, soit +61,5%), en Côte d'Ivoire (+237,7 mds, soit +15,5%) et au Burkina Faso (+162,3 mds, soit +18,0%). Sur la période considérée, il est à noter que les dépenses publiques totales se sont affichées en baisse dans la plupart des autres Etats membres de l'Union, particulièrement au Sénégal (-77,7 mds, soit -9,7%), au Bénin (-33,8 mds, soit -10,9%) et au Niger (-14,3 mds, soit -3,8%).

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales selon leurs principales composantes permet de constater que la hausse observée au niveau régional a été essentiellement entraînée par la hausse des dépenses courantes de l'Union qui sont ressorties en hausse de 669,4 mds (+22,4%) au deuxième trimestre de l'année 2019, par rapport au même trimestre de l'année précédente. Tout comme pour la hausse observée au niveau global des dépenses totales, l'augmentation des dépenses courantes a essentiellement résulté des évolutions constatées au Mali (+244,4 mds, soit +89,6%), en Côte d'Ivoire (+216,9 mds, soit 19,1%) et au Burkina Faso<sup>6</sup> (+124,3 mds, soit +18,8%). Sur la période, seul le Togo a enregistré un repli de ses dépenses courantes (-7,7 mds, soit -6,1%). Concernant les dépenses en capital de l'Union, elles ont affiché une baisse de 149,5 mds (-9,8%) par rapport au deuxième trimestre de l'année 2018. Cette baisse a notamment été induite par les replis observés au niveau des dépenses d'investissement du Sénégal (-87,6 mds, soit -24,5%), du Bénin (-85,3 mds, soit -63,5%) et du Niger (-40,3 mds, soit -18,1%) qui n'ont que très partiellement été compensées par les hausses plutôt modérées, voire faibles, constatées dans les autres Etats membres de l'Union, notamment au Burkina Faso (+38,1 mds, soit +15,8%) et en Côte d'Ivoire (+20,9 mds, soit +5,2%).

---

<sup>6</sup> Il convient de souligner que des hausses respectives de 116,9 mds (+123,5%) et 82,5 mds (+25,2%) ont été observées sur les dépenses courantes sur salaires au Mali et au Burkina Faso, en glissement annuel.

### **2.4.3. Solde budgétaire**

Au terme de deuxième trimestre 2019, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union a enregistré une amélioration de 251,7 mds, par rapport au deuxième trimestre 2018, pour se situer à 507,1 mds. Cette amélioration du solde budgétaire global de l'Union résulte principalement de la reconstitution de marges budgétaires au Sénégal qui a enregistré un excédent budgétaire de 16,1 mds au deuxième trimestre 2019, contre un déficit de 253,1 mds sur la même période, un an plus tôt, soit un progrès de 269,2 mds (-106,4%). Toutefois, cette détente budgétaire s'explique aussi par la réduction du déficit budgétaire au Bénin, lequel s'est replié de 95,7 mds (soit, -74,1%) sur la même période. Enfin, il importe de souligner que le Mali a enregistré une dégradation relativement importante (-147,2 mds) de sa position budgétaire sur la même période.

## **2.5. Situation monétaire**

### **2.5.1 Masse monétaire**

Au terme du deuxième trimestre de l'année 2019, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent une augmentation de 435,8 mds en termes absolus, correspondant à une progression relative de 1,7% en termes relatifs, en variation trimestrielle. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution à la hausse de la masse monétaire dans la plupart des Etats membres de l'Union. En effet, par rapport au premier trimestre 2019, les disponibilités monétaires se sont affichées en hausse au Sénégal (+224,4 mds, soit +4,3%), au Niger (+76,7 mds, +6,5%), au Mali (+57,2 mds, soit +2,1%), en Guinée-Bissau (+55,7 mds, soit +15,9%) et en Côte d'Ivoire (+52,9 mds, soit +0,5%). Sur la même période, la masse monétaire s'est, en revanche, repliée au Burkina Faso (-19,6 mds, soit -0,5%), au Togo (-10,3 mds, soit -0,6%) et, dans une moindre mesure, au Bénin (-1,3 mds, soit -0,1%).

**Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres**

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	1 409,1	3 885,9	9 738,9	406,1	2 758,9	1 258,1	5 428,4	1 741,7
	<i>1 410,4</i>	<i>3 905,5</i>	<i>9 686,0</i>	<i>350,4</i>	<i>2 701,7</i>	<i>1 181,4</i>	<i>5 204,0</i>	<i>1 752,0</i>
	-0,1%	-0,5%	0,5%	15,9%	2,1%	6,5%	4,3%	-0,6%
Actifs Extérieurs Nets	1 749,9	1 466,7	1 716,1	223,7	336,6	340,5	1 779,8	547,6
	<i>1 565,7</i>	<i>1 512,6</i>	<i>1 954,7</i>	<i>186,8</i>	<i>313,8</i>	<i>309,3</i>	<i>1 751,1</i>	<i>545,5</i>
	11,8%	-3,0%	-12,2%	19,8%	7,3%	10,1%	1,6%	0,4%
BCEAO	861,1	320,4	1 467,7	209,3	105,8	258,7	1 190,1	68,4
	<i>766,4</i>	<i>259,9</i>	<i>1 596,5</i>	<i>161,0</i>	<i>110,9</i>	<i>294,9</i>	<i>1 170,7</i>	<i>45,7</i>
	12,4%	23,3%	-8,1%	30,0%	-4,5%	-12,3%	1,7%	49,6%
Banques Commerciales	888,8	1 146,3	248,4	14,3	230,8	81,8	589,7	479,2
	<i>799,3</i>	<i>1 252,7</i>	<i>358,2</i>	<i>25,8</i>	<i>203,0</i>	<i>14,4</i>	<i>580,4</i>	<i>499,8</i>
	11,2%	-8,5%	-30,6%	-44,6%	13,7%	468,1%	1,6%	-4,1%
Créances sur les autres secteurs	1 478,1	2 884,7	7 003,1	158,3	2 578,6	962,3	4 299,1	1 254,5
	<i>1 446,8</i>	<i>2 715,2</i>	<i>7 015,0</i>	<i>103,3</i>	<i>2 521,8</i>	<i>942,5</i>	<i>4 128,0</i>	<i>1 202,7</i>
	2,2%	6,2%	-0,2%	53,2%	2,3%	2,1%	4,1%	4,3%
Créances nettes sur l'administration centrale	-497,7	27,2	2 750,0	70,0	472,0	246,9	695,8	185,1
	<i>-330,4</i>	<i>90,6</i>	<i>2 431,7</i>	<i>101,3</i>	<i>495,1</i>	<i>262,8</i>	<i>554,4</i>	<i>214,3</i>
	50,6%	-70,0%	13,1%	-30,9%	-4,7%	-6,1%	25,5%	-13,6%

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du deuxième trimestre 2019, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2019. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

**Source** : BCEAO

### 2.5.2 Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du deuxième trimestre de l'année 2019 indique une très légère évolution à la hausse, d'un montant de 21,4 mds, soit une augmentation relative de 0,3%, par rapport au premier trimestre de la même année. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle s'explique par les baisses enregistrées au niveau des avoirs extérieurs nets en Côte d'Ivoire (-238,6 mds, soit -12,2%) et, dans une moindre mesure au Burkina Faso (-45,9 mds, soit -3,0%), qui n'ont été que peu compensées par les hausses relevées dans les autres Etats membres de l'Union, notamment au Bénin (+184,2 mds, soit +11,8%).

### 2.5.3 Créances sur les autres secteurs

Sur le deuxième trimestre de l'année 2019, les créances sur les autres secteurs ont, au niveau régional, enregistré une hausse de 543,5 mds, soit une progression relative de 2,7%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient

essentiellement aux hausses enregistrées au Sénégal et au Burkina Faso, où celles-ci se sont respectivement chiffrées à 171,1 mds (soit +4,1%) et 169,5 mds (soit +6,2%). Dans les autres Etats membres de l'Union, les hausses relevées n'ont pas dépassé le montant de 60 mds, tandis qu'une baisse de 11,9 mds (soit, -0,2%) a été observée en Côte d'Ivoire, en variation trimestrielle.

#### **2.5.4 Créances nettes sur l'administration centrale**

Au terme du deuxième trimestre de l'année 2019, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 3949,3 mds, contre 3819,9 mds au trimestre précédent, soit une augmentation de 129,4 mds, correspondant à une dégradation relative de 3,4%. Du point de vue des Etats membres, cette détérioration de la position nette des administrations centrales de l'Union vis-à-vis du secteur bancaire régional s'explique par la hausse constatée en Côte d'Ivoire (+318,3 mds, soit +13,1%) et, dans une moindre mesure, au Sénégal (+141,4 mds, soit +25,5%). Sur la même période, tous les autres Etats membres de l'Union ont affiché des baisses au niveau des créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales. Les améliorations les plus remarquables de la position nette de l'administration centrale vis-à-vis du secteur bancaire ont été observées au Bénin (-167,3 mds, soit -50,6%) et au Burkina Faso (-63,5 mds, soit -70,0%).

### **2.6. Activités de la BRVM<sup>7</sup>**

La BRVM a été marquée sur la période sous revue par la baisse des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière, comparativement à la même période de 2018. Les indices BRVM 10 et BRVM composite ont reculé respectivement de 23,2% et 26,4%, consécutivement au reflux de l'ensemble des indices sectoriels. Les indices « BRVM-Transport » (-56,0%), « BRVM-Industrie » (-49,0%), « BRVM-Agriculture » (-46,5%), « BRVM-Finances » (-27,0%) et « BRVM- Distribution » (-27,9%) ont enregistré les replis les plus prononcés.

La capitalisation boursière a enregistré une baisse de 11,1% résultant du repli de la capitalisation du marché des actions de 24,5% et de la hausse de celle du marché des obligations de 14,7%. Le volume et la valeur transigés ont régressé de 62,7% et 63,5%, respectivement.

### **2.7. Taux de change effectif réel<sup>8</sup>**

Le taux de change effectif réel (TCER) a baissé de 4,7% au deuxième trimestre 2019 par rapport à la même période de l'année passée, après un repli de 4,9% le trimestre précédent. Cette évolution traduit un gain de compétitivité de l'Union, lié principalement

<sup>7</sup> Extrait de la note de conjoncture de la Côte d'Ivoire à fin juin 2019

<sup>8</sup> Extrait du Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UMOA, BCEAO, septembre 2019.

au différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA (-3,7%) par rapport à ses partenaires et au repli du taux de change effectif nominal (-1,0%).

L'évolution du taux de change effectif nominal, au deuxième trimestre 2019, traduit principalement la dépréciation, en rythme annuel, du franc CFA par rapport au naira (-7,7%), au dollar américain (-5,7%), au yen japonais (-5,1%), au franc suisse (-4,1%) et au dollar canadien (-2,3%). En revanche, le franc CFA s'est apprécié par rapport au rand sud-africain (+7,3%) et au cedi ghanéen (+10,1%).

### 3. Principaux faits marquants

#### 3.1. Environnement international

**Juin 2019** - Pékin a annoncé le 30 juin son intention d'assouplir les conditions d'investissements dans certains secteurs jusqu'ici très restreints, voire carrément interdits, aux étrangers. Cette mesure survient au lendemain de l'annonce de la reprise des négociations commerciales avec les États-Unis.

Au total, huit secteurs verront leurs restrictions aux investissements étrangers assouplies ou annulées, selon les termes du ministère chinois du Commerce, à savoir le transport maritime, le spectacle, certains services de télécommunications ou encore l'exploration pétrolière et gazière. Cette mesure fait passer de 48 à 40 le nombre de secteurs pour lesquels ces investissements étrangers sont limités, voire interdits.

**Source** : rfi.fr

**Mai 2019** - Le taux de chômage au Royaume-Uni est à son plus bas niveau depuis 1974 : 3,8% de chômeurs au 1er trimestre. Malgré le « Brexit » et des situations très contrastées dans le pays, le marché de l'emploi montre une bonne solidité. Il reste dynamique et continue de créer des emplois. Selon l'office des statistiques nationales, ce bon résultat est au-delà des prévisions.

L'office national des statistiques explique cette performance par le fait que les femmes prolongent leur activité. Elles sont de plus en plus nombreuses entre 60 et 65 ans à travailler, en raison de la récente réforme des retraites au Royaume-Uni. Pour toucher leur pension à taux plein, les salariés doivent travailler plus longtemps.

Pour certains économistes, il y a une autre raison à cette performance, celle d'un changement d'attitude des entreprises lié au « Brexit ». Face au grand flou qui l'entoure, elles ont préféré embaucher plutôt que de lancer des projets d'investissements.

**Source** : rfi.fr

**Mai 2019** – Depuis plusieurs semaines, les producteurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest vivent dans l'angoisse. Les acheteurs ne se précipitent pas dans les champs pour ramasser la récolte. Les prix sont en chute libre. En cause, des stocks accumulés par les acheteurs asiatiques l'an dernier. Ils pèsent sur l'ensemble de la filière.

De Cotonou à Dakar, en passant par Abidjan, Lagos et Bissau, c'est partout le même constat : la campagne de cajou est catastrophique. Les acheteurs sont invisibles et les producteurs restent avec les sacs sur les bras.

En Côte d'Ivoire, premier producteur africain, on a même constaté un prix bord-champ de 50 francs CFA le kilo dans certaines régions, alors que le prix de référence a pourtant été fixé à 375 francs CFA le kilo, un prix déjà jugé trop faible par les paysans.

**Source** : rfi.fr

**Avril 2019** - Selon le bilan mondial de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publié mercredi 10 avril, le montant accordé à l'aide publique au développement (APD) a baissé de 2,7% en 2018. La France reste l'un des plus grands contributeurs, consacrant 0,43% de son PIB, un chiffre en hausse et en partie accordé au Sahel.

L'une des grandes priorités de la France, l'un des gros contributeurs de l'APD, mais aussi de ses partenaires comme l'Allemagne, reste le Sahel. Les donateurs réunis au sein de l'Alliance Sahel ont promis neuf milliards d'euros d'aide aux pays du G5 Sahel, dont deux milliards ont déjà été décaissés.

**Source** : rfi.fr

### 3.2. Pays de l'UEMOA

**Juin 2019** – Togo - Tendues en 2016 à 2017 en raison des dérapages budgétaires liés aux investissements massifs dans les infrastructures, les relations entre le FMI et le Togo sont désormais sous de bien meilleurs auspices.

Un retour en grâce auprès des institutions de Bretton Woods qui permet au pays, in fine, de retrouver la confiance des bailleurs. « L'accord avec le Fonds a servi de levier à l'Union européenne, à la Banque mondiale ou encore à la BAD, qui décaissent chacune d'importants appuis budgétaires », salue une source gouvernementale.

**Source** : Jeuneafrique.com

**Juin 2019** – Togo - Pour doper les rendements et la transformation locale, le pays met en place des agropoles rassemblant tous les acteurs d'une filière. Test grandeur nature dans le Nord, avec l'agropole du bassin de la Kara.

Un plan stratégique identifie dix agropoles, qui seront mises en place graduellement afin de documenter le processus avant leur développement à plus grande échelle à travers le pays.

**Source** : Jeuneafrique.com

**Avril 2019** – Mali - Bamako a sollicité le marché financier régional pour une émission obligataire qui a permis de mobiliser 16,5 milliards de F CFA. Pour 2019, l'État malien

compte mobiliser 520 milliards de F CFA via l'émission de titres publics destinés à financer des projets de développement.

Au total, selon le calendrier des émissions de titres publics établi pour 2019, Bamako vise la levée des 520 milliards F CFA d'ici à décembre prochain. Pour cette opération, « le Mali a obtenu à cette émission le meilleur prix moyen pondéré sur l'année 2019 (98,74%), et de surcroît sur un titre d'une maturité de 5 ans. De plus le taux de rendement de 6,73%, est l'un des meilleurs de la zone.

**Source** : Jeuneafrique.com

## Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au deuxième trimestre 2019 est globalement bien orientée. En effet, la campagne agricole 2018/2019 a donné des résultats satisfaisants dans plusieurs pays de l'Union, sauf dans quelques-uns d'entre eux et la production industrielle a progressé en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo. De même, le chiffre d'affaires du commerce a progressé dans les deux principales économies de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en hausse, à l'exception du coton et du café.

Au niveau du commerce extérieur, il est enregistré une baisse des exportations et des importations induisant un solde commercial qui s'améliore. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui s'améliore. Les avoirs extérieurs nets, la masse monétaire et les créances sur les autres secteurs ont, tous, enregistré des hausses.

En somme, considérant le poids des matières premières dans les économies de l'Union, on peut postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, ce deuxième trimestre de l'année est toujours caractérisé par un environnement international difficile avec la poursuite de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine et le durcissement progressif des conditions financières. Cela peut augurer de jours difficiles pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cet environnement défavorable n'encourage pas la hausse de la demande de matières premières et ne favoriserait pas la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union pour les prochains mois.

Au plan des prévisions, le FMI n'est pas optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour l'année 2019 et, en conséquence, la bonne tenue des cours des matières premières n'est pas assurée pour le reste de l'année, puisque la demande de celles-ci pourrait baisser. Dans ces conditions, même si la croissance en Afrique subsaharienne s'améliore, les éléments précités n'augurent pas d'une bonne orientation de la conjoncture pour le reste de l'année 2019.